

**– COMMUNE DE MENTON – REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE - SYNTHESE ET PRISE EN COMPTE DES AVIS –**

Personnes Publiques Associées	Avis	Commentaires
CDNPS	<b>Avis favorable assorti de prescriptions</b>	
	Mettre en place un sous-zonage en ZPR2 et ZPR4 aux abords des monuments historiques avec interdiction de publicité numérique, en l'occurrence celle se trouvant sur le mobilier urbain.	Une règle a été ajoutée dans le règlement notamment aux articles 2.17 et 2.27 pour interdire la publicité numérique sur le mobilier urbain.
	Réduire la hauteur proposée de 6 mètres des dispositifs publicitaires posés au sol en ZPR4 au niveau du port Garavan : ne pas atteindre la hauteur de l'esplanade du port.	La hauteur des dispositifs publicitaires posés au sol en ZPR4 a été réduite à 2 mètres 50.
	Dans les dispositions générales du RLP ne pas distinguer les préenseignes temporaires et la publicité en agglomération.	L'article 2.2 des dispositions générales a été modifié.
	Clarifier plusieurs points du règlement en ce qui concerne leur rédaction.	Les remarques sur le règlement, annexées à l'avis de l'Etat, ont été prises en compte.
DDTM / Préfet	<b>Avis favorable assorti d'observations</b>	
	<b><u>Zonage :</u></b>	
	Ajouter une cartographie faisant apparaître les limites d'agglomérations.	La cartographie figurant en annexe a été complétée.
	Clarifier la légende du plan de zonage : - Mettre un encadrement sous la forme d'un rectangle pour la zone de publicité interdite - Revoir la légende de l'encadré rayé rouge de la manière suivante : « publicité interdite sur façades d'immeubles et sur les terrains »	La légende a été clarifiée.
	Préciser dans quelle zone on se trouve sous le rayé rouge.	Pour une meilleure lisibilité du plan de zonage, la symbologie a été modifiée pour la ZPR1 et la publicité interdite sur façades d'immeubles et des terrains.
	<b><u>Dispositions générales du règlement :</u></b>	
	Article 1.2.3 : préciser que la réglementation nationale ne s'applique que dans le cas des enseignes.	L'article 1.2.3 a été complété et des précisions ont été apportées à l'article 3.9.
	Article 1.7 : ajouter + transmission du dossier approuvé à la Préfecture pour le contrôle de légalité et le délai d'un mois puisque le territoire n'est pas concerné par un SCoT approuvé.	Les modifications ont été prises en compte pour l'article 1.7 des dispositions générales.
	Article 1.8 : remonter cette information à l'article 1.1.	L'article 1.8 a été supprimé et l'article 1.1 complété.
	<b><u>Titre II : dispositions relatives à la publicité et aux préenseignes :</u></b>	
	Article 2.1 : préciser que l'interdiction porte sur le bâtiment et le terrain et préférer le mot « dans » les espaces boisés classés au lieu de « sur ».	L'article 2.1 a été complété.
	Article 2.2 : il n'est pas possible de dissocier la règle de la publicité/préenseignes de celle des préenseignes temporaires en agglomération.	L'article 2.2 a été modifié.
	Article 2.4 : préciser que l'article L.581-13 du Code de l'Environnement concerne l'affichage d'opinion ainsi que la publicité relative aux activités des associations à but non lucratif.	L'article 2.4 a été complété.

**– COMMUNE DE MENTON – REGLEMENT LOCAL DE PUBLICITE - SYNTHESE ET PRISE EN COMPTE DES AVIS –**

DDTM / Préfet	Article 2.7 : ajouter « à l'exception des bâches de chantier ».	Les remarques concernant les articles 2.7 et 2.9 ont été prises en compte.
	Faire remonter l'article 2.9 avant l'article 2.8.	La numérotation des articles a évolué suite à la suppression de l'article 2.10 (cf remarque ci-dessous).
	Article 2.10 : la publicité sur véhicules terrestres ne peut pas être réglementée au regard du site inscrit qui couvre la totalité du territoire communal.	L'article 2.10 a été supprimé.
	<b><u>Dispositions applicables aux publicités et préenseignes en ZPR1 :</u></b>	
	ZPR1 : une règle spécifique à la publicité lumineuse/numérique sur mobilier urbain est souhaitable afin de préciser si elle est autorisée ou non.	Un article a été ajouté : article 2.13. La numérotation des articles suivants a été mise à jour.
	<b><u>Dispositions applicables aux publicités et préenseignes en ZPR2 :</u></b>	
	Article 2.14 : indiquer la surface hors tout des dispositifs publicitaires scellés au sol comme en ZPR3.	L'article 2.15 a été complété.
	Article 2.13 : ne pas préciser la mention « non lumineuse » dans l'interdiction.	L'article 2.14 a été modifié.
	<b><u>Dispositions applicables aux publicités et préenseignes en ZPR3 :</u></b>	
	Article 2.18 : ne pas préciser la mention « non lumineuse » dans l'interdiction.	L'article 2.19 a été modifié.
	Article 2.21 : traiter cet article en dernier comme en ZPR2.	L'article sur la densité est traité en dernier comme en ZPR2.
	Article 2.22 : préciser que la publicité numérique y compris sur le mobilier urbain est interdite et que seul le mobilier urbain éclairé par projection ou transparence pourra accueillir de la publicité.	Des précisions ont été apportées à l'article 2.22.
	<b><u>Dispositions applicables aux publicités et préenseignes en ZPR4 :</u></b>	
	Article 2.24 : préciser ce que sont les dispositifs publicitaires installés directement sur le sol.	Des précisions ont été apportées à l'article 2.25.
	Article 2.26 : ne pas faire mention de publicité numérique scellée au sol sachant que les scellés au sol sont interdits.	L'article 2.27 a été modifié.
	<b><u>Titre II : dispositions relatives aux enseignes :</u></b>	
	Article 3.1 : ajouter le mot « préalable » après « autorisation ».	Les articles 3.1 et 3.2 ont été complétés.
	Article 3.2 : préciser que l'interdiction porte sur le store mais pas sur le lambrequin du store.	
	Article 3.7 : ajouter un schéma explicatif.	Un schéma a été réalisé et introduit à l'article 3.7.
	Article 3.8 : préciser si l'éclairage au moyen de spots est autorisé.	Des précisions ont été apportées à l'article 3.8.
	<b><u>Dispositions applicables aux enseignes en ZPR1 :</u></b>	
	Article 3.12 : apporter des précisions concernant les enseignes posées en couvertures.	La rédaction de l'article 3.12 a été modifiée.
	<b><u>Dispositions applicables aux enseignes en ZPR3 :</u></b>	
	Article 3.18 : préciser les dimensions maximales autorisées.	L'article 3.18 a été complété par les dimensions maximales autorisées concernant les oriflammes sur mât, les chevalets et les porte-affiches.

